hors service

journal anarchiste • 15 mars 2011 • nr. 15 • version francophone

« Nous ne sommes pas des esclaves, nous sommes de la dynamite

Grondements et grèves contre le nouvel accord interprofessionnel



Un autre conflit est possible

Certains l'ont peut-être complètement ignoré, d'autres ont été forcés de le constater de près. Quoi qu'il en soit, le 4 mars avait été annoncé avec un grand roulement de tambours. Une journée d'action nationale contre le nouvel accord interprofessionnel. Du côté des organisations de patrons et d'employeurs, on protestait d'avance ; quant au gouvernement des affaires courantes, il a précisé que l'accord actuel serait de toute façon maintenu envers et contre tout.

Dans certaines parties du pays, ça a été une journée assez active. En des dizaines d'endroits, des piquets de grève ont bloqué les accès aux zonings industriels, aux sièges de banques et aux entrées d'autoroutes ; les ouvriers et les travailleurs de nombreux supermarchés et entreprises ne sont pas allés bosser ; plusieurs « secteurs clés », comme la sidérurgie, étaient totalement à l'arrêt. Il y en avait aussi qui avaient bien réfléchi, et qui sont par exemple allés bloquer les centrales à béton pour paralyser les chantiers. Entre-temps, la situation s'est aussi un peu tendue à Liège, où des grévistes masqués ont saccagé le siège du Forem (équivalent de l'Actiris bruxellois), et des bureaux dans la Tour des Finances.

Et pourquoi ? Pendant que partout en Europe et aussi en Belgique, les mesures d'austérité s'enchaînent, que les conditions de travail deviennent plus dures, que la flexibilisation est poussée toujours plus loin, les syndicats socialistes et libéraux ont appelé à réagir contre le nouveau accord interprofessionnel. Un tel accord par rapport aux salaires, allocations et bénéfices sociaux est conclu tous les deux ans entre les patrons et les syndicats, sous l'œil bienveillant de l'Etat. Le but principal de cet accord est d'encadrer strictement les éventuels conflits sur les lieux de travail, et *par avance*. En signant l'accord interprofessionnel, les syndicats s'engagent à respecter ses clauses, et à limiter leurs revendications aux termes inclus dans l'accord.

A ceux qui y étaient

Soyons honnêtes : ce nouveau AIP n'a rien de fondamentalement important. Peut-être les syndicats ont-ils trouvé un exutoire pour évacuer le mécontentement grandissant à la base ; peut-être le conflit autour de cet AIP n'est-il pour beaucoup qu'une occasion, un prétexte pour exprimer son mécontentement.

En ce qui nous concerne : on s'en fiche complètement de ce nouvel accord, et nous ne sommes pas non plus pour un accord « parachevé ». On s'en fiche, mais pas parce qu'on s'en taperait du ↘

edito

Depuis combien de temps est-ce que cela dure déjà là-bas, en Afrique du Nord et au Proche-Orient? Combien de semaines se sont-elles écoulées depuis que l'insurrection est née - d'abord en Tunisie et en Égypte - contre ces régimes tant hais, contre une vie qui ressemble trop à une prison? Une insurrection qui s'est répandue vers la Libye, le Bahreïn, l'Iran, le Maroc et...

Ou peut-être que la question est mal posée et qu'il ne s'agit pas tant de savoir « depuis combien de temps », mais plutôt ce qu'il s'y passe encore. Et ce n'est pas une question facile. La réponse, on ne peut qu'essayer de la composer de tous ces extraits et de toutes ces déformations qu'ils essayent de nous vendre ici avec leurs journaux. Cependant, nous pouvons sans doute être sûrs d'une partie de la réponse : il y a encore des gens qui luttent, avec comme enjeu rien de moins que leur vie. Et beaucoup d'entre eux sont persécutés, torturés et assassinés, pour rien de moins que leur courage et leur volonté de renverser tant de choses. C'est une guerre qui fait rage. Et ce qui semble peut-être parfois tellement loin derrière les écrans est une réalité sanglante dans beaucoup d'endroits.

Et pourtant, on a vite tendance à se réfugier derrière chaque mur à portée de main. Chaque personne de quelque importance prêche et analyse, à partir du grand livre de la civilisation et de la démocratie occidentale. On distribue des tapes dans le dos au petit frère un peu niais qui a maintenant aussi trouvé son chemin vers le progrès. "*Bien fait les gars, peut-être que vous aussi vous êtes prêts pour le grand bouleversement que nous avons vécu il y a 150 ans.*" C'est clair qu'il ne leur manque certainement pas de fantaisie.

Ou peut-être te battrais-tu pour *ceci*? Dans une situation où tout est en jeu, où d'un coup, tout est possible, choisirais-tu ceci? Une vie comme celle-ci? Et l'argument: "Mais comparé aux autres imbroglios, nous nous en tirons bien ici" ne compte pas. Il ne devrait jamais compter, parce que cela ne fait que confirmer que la peur est trop grande pour que les rêves deviennent des possibilités. Et là se trouve le plus grand obstacle à dépasser.

↘ durcissement des conditions de travail, de la pression au boulot, du fossé entre les pauvres et les riches, mais parce que nous considérons toutes ces choses comme des *conséquences* du problème fondamental : l'économie capitaliste.

Nous ne voulons contribuer en aucune manière à ce que cette économie tourne de manière plus aisée, au contraire. La machinerie de l'économie nous bouffe, rend nos vies pauvres et vides. Nourrir cette machine avec nos énergies : il n'y a que ceux d'en haut qui en profitent.

Nous sommes certains que parmi ceux qui étaient là le 4 mars, il y en avait aussi qui ne veulent pas suivre aveuglément les hiérarchies syndicales. Qui ne veulent pas être un troupeau, se laisser mener par les bergers des « organisations de travailleurs » qui n'aspirent pas à autre chose qu'à conclure des accords avec le patronat sans jamais remettre réellement en question le système économique actuel et les rapports sociaux.

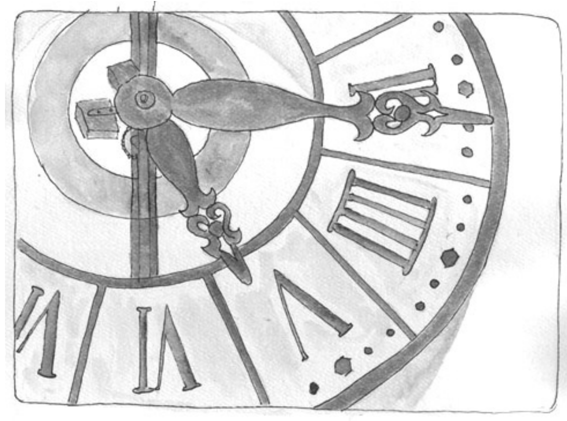
Ceux qui veulent lutter contre le capitalisme, pas pour l'adoucir un peu, mais pour le détruire, doivent urgemment prendre leurs distances avec les syndicats. Pas de leurs camarades de combat bien sûr, mais surtout de l'institution qu'est le syndicat, de la mentalité grégaire qu'il favorise, des limites qu'il impose à l'action.

Car la lutte contre le capitalisme n'a pas seulement besoin de grèves et de blocages. L'économie doit être paralysée, et de force. Elle doit être endommagée par le sabotage de ses infrastructures, de ses usines, de ses réseaux électriques, de ses bureaux. Ce n'est qu'ainsi qu'on peut conquérir l'espace pour réfléchir sur un *monde réellement autre*, un monde où l'argent ne règne plus. Les armées du travail qui obéissent et se courbent maintenant sur ordre des patrons, doivent réapprendre à désobéir et à oser l'insoumission face à la machine de guerre de l'économie.

A ceux qui n'y étaient pas

Certains cœurs rebelles se sont peut-être demandés si, pour eux, il y avait quelque chose à chercher chez tous ces sacs-poubelles rouges ; si ils devraient même agir tout court quand un syndicat est à l'origine d'un appel à l'action (et que, justement, le combat contre l'exploitation est *quotidien* et doit l'être !). Malgré tout, nous pensons qu'il est nécessaire de jeter des ponts pour lier les différents conflits qui perturbent le cauchemar étatique de la paix sociale brisée entre riches et pauvres, entre gouvernants et gouvernés. Les lier dans un *élan de révolte*. Des émeutes dans les quartiers aux mutineries dans les prisons et les centres fermés ; des grèves sauvages dans les usines aux blocages et sabotages auto-organisés et autonomes de la machinerie économique et du monde marchand.

Il est juste de ne courir derrière aucun drapeau, de ne hurler avec aucun troupeau, de ne rien se laisser dicter par aucune instance, même quand elle prétend, comme le syndicat, défendre « nos » intérêts. Cela va de pair avec le défi de donner soi-même forme à la lutte, de tisser des liens hors de tout appareil politique ou syndical, entre ceux qui ne veulent plus crever à la tâche, qui ne veulent plus être empoisonnés par l'économie cancérigène, qui ne veulent plus se faire sucer le sang par les patrons.



Au travail!

Des sons.

Le son du réveil qui t'extirpe de tes rêves profonds vers la surface de l'existence : le début d'une journée pareille, une journée arrachée à tes mains, une journée qui n'est plus la tienne. A cause du besoin d'argent. A cause de la foi dans le saint travail.

Le son du tram, métro, bus, trains grondants, voitures klaxonnantes et tintements de sonnettes de vélo. Le son de pas pressés à chaque coin de rue. L'horloge fait tic-tac, je dois me dépêcher, tic-tac, je ne peux pas être en retard, tic-tac, la course vers le travail. Sur le chemin, les gens se bousculent, ils poussent l'autre dans un coin quand ils se plongent dans les transports en commun bourrés, ils écrasent tout le monde dans leur ligne droite vers les bureaux, les usines, les magasins.

Et alors… le son de l'enfant qui rit encore, rendu muet par l'ordre de se taire. Se taire, au milieu de la folie de tous ces bruits agressifs, cette cacophonie d'un monde qui tourne, tourne, tourne, tourne autour de l'argent et de l'esclavage. Se taire, dans un monde qui est comme une cocotte-minute, prête à exploser à cause d'une accumulation de vacarme forcené, de bruits violents, plus vite, plus vite, plus vite…

Des sons d'ordinateurs, de machines, de portables. Bip-bip-attention-bip… Des sons d'électronique. Travaux de voirie, chantiers, sirènes. Un homme est capable de s'adapter aux conditions les plus rudes. A tel point que nous ne sentons plus, ne savons même plus discerner ce qui ne va pas. Plus comprendre d'où vient précisément ce néant dans notre corps. Un néant produit par l'attaque continuelle contre nos sentiments, par une adaptation ininterrompue à cette agressivité, par cultiver une peau d'éléphant et penser que celle-là nous rend courageux et forts. Un néant, à tous les endroits où nous aurions pu être remplis d'un torrent de vie.

Se courber, pour rester droit dans un monde tordu. Se tromper en pensant qu'il devrait être ainsi, voire y croire réellement et forcer les autres à faire pareil. Devenir un élément de cette frénésie. Et surtout… oublier que les choses pourraient être autrement. Imagine… Un moment… Imagine un monde sans travail salarié. Un monde sans la concurrence répugnante stimulée par le travail. Sans la méfiance et le contrôle parmi les hommes, sans les milliers de camisoles dans lesquelles on se serre ou on est serré. Une vie sans les problèmes causés par l'argent, les ordres, la pauvreté, la fatigue traînante. Ça semble valoir la peine, non ?

Pour finir… Le son des gens qui sont entrés dans les bureaux du Forem à Liège, l'Actiris wallon. Non, pas les pas d'un chômeur mal assuré et isolé, que le contrôle a appelé à rendre des comptes. Aujourd'hui, le 4 mars 2011, ce sont les pas précis et solidaires de grévistes masqués. Les bureaux sont saccagés, le bruit de la destruction libératrice casse le son des ordinateurs, des prises de bec et de l'humiliation qui remplissent habituellement l'air des ces locaux-là. Le son de la vie fracture le monde terne du travail obligé…

Le syndicat forme un bloc… de poids mort à traîner

Brièvement, mais sérieusement sincère, je voudrais partager quelques réflexions avec vous par rapport au syndicat. Certains trouveront peut-être le moment inopportun pour les critiquer. Juste au moment où nous avons une journée de grève pas mal suivie derrière nous, une journée avec quelques beaux gestes dont la grande partie a été organisée, ou au moins soutenue, justement par le syndicat. Maintenant, et justement pour cela, je ne peux pas m'imaginer de meilleur moment. Si on va se battre, mieux vaut savoir comment et pourquoi chacun se lance dans la lutte. Ne serait-ce que pour éviter d'être enrégimenté dans une quelconque armée ou de se laisser limiter dans le choix des armes par des commandants autoproclamés.

Je suis un homme épris de liberté, je suis donc contre le syndicat. Je ne peux pas faire autrement ! Je tends vers une liberté la plus étendue possible, et je veux me donner tous les instruments qui me semblent adéquats pour aller dans cette direction. Sur les deux plans (donc, au niveau du but et des moyens), le syndicat croise mon chemin. Pas en tant que compagnon de route, mais plutôt sous forme d'obstacle. Je suis retenu et sommé de ne pas courir librement, et de suivre les sentiers tracés par le syndicat…

Commençons par le début. Dans son essence, le syndicat est un interlocuteur autour de la table économique. Il peut bien se fâcher de temps en temps, sa tâche sera toujours d'ouvrir le dialogue et d'arriver aux compromis. Le syndicat ne veut rien d'autre que trouver des solutions acceptables pour tous les interlocuteurs, pour toutes les parties prenantes. Et au nom des travailleurs, le syndicat s'assoit autour de la table et ne la renverse pas ; un geste qui élèverait une barricade claire et nette entre lui et les patrons. Non, le syndicat embrasse une position de négociation, et de là, les revendications possibles sont évidemment limitées. Il s'agira toujours de conditions « supportables » pour les ouvriers à l'intérieur de l'économie ; jamais le syndicat ne remettra en question l'économie en soi, jamais il ne se retournera contre la logique qu'il y a derrière l'état actuel des choses.

Le syndicat a également cette tendance irritante à canaliser toute forme de rage sur le lieu de travail. Partout règne l'idée que si on est pris par un certain mécontentement, il faudrait adhérer au syndicat pour pouvoir en faire quelque chose. Ensuite, le syndicat déterminera évidemment la protestation, le comment il faut agir. La plupart du temps, le choix est alors entre la bonne vieille grève, le piquet ou la manifestation. Et ceux-là, uniquement au moment où le syndicat les estime opportuns. Franchement, une journée d'action nationale comme le 4 mars… Je pense que des choses intéressantes ont été faites, mais il faut bien admettre qu'une telle journée a été pensée pour ne pas encourager plus de protestations que souhaitées. Qu'un certain conflit n'ait appelé à l'action qu'une journée bien précise, c'est déjà une énorme limite. Mais qu'en plus, cette journée tombe un vendredi, c'est vraiment ennuyant. Ennuyant, mais compréhensible… si on suit la logique du syndicat. Le samedi, beaucoup de gens ne doivent pas aller bosser, et la possibilité est alors moins grande pour que le rythme économique soit davantage perturbé. Si une telle journée avait lieu un lundi, la possibilité serait majeure pour que la faim inassouvie d'une partie des travailleurs en colère continue à provoquer des désagréments tout au long de la semaine. Une seule journée, qui plus est un vendredi, voilà bien une décision prise pour ne pas brûler les ponts autour de la table de négociations, cela va de soi.

Le syndicat cherche à nous rogner les ailes, et c'est une partie de sa fonction (c'est-à-dire, favoriser des compromis avec le patronat). Il cherche à arracher les idées et les énergies de nos mains en espérant qu'on oubliera, qu'on finira par ne savoir parler que son langage. Et je n'ai vraiment pas envie de finir comme ça !



Dans chaque numéro de Hors Service, nous reprenons une poignée d'une multitude d'actes de rébellion et de révolte. En général, l'Etat, ses médias et ses journalistes préfèrent ne pas trop ébruiter ces événements ou, plus encore, les déformer, les fausser et les mutiler pour que personne ne puisse s'y reconnaître. L'Etat ne veut inspirer personne dans de *mauvaises intentions* – mais nous si, et voilà la raison de ces colonnes.

Dérangement • A Bornem, des policiers arrêtent quelqu'un parce qu'il dérange, et l'emmènent au commissariat. L'homme est relâché, mais il revient un peu plus tard. Il parvient à s'introduire dans le commissariat sans être aperçu, et met le feu à un bureau. Un policier l'attrape alors que l'homme s'apprête aussi à incendier l'entrée.

Cellule en feu • Après une bagarre avec les « accompagnateurs », un homme met le feu à son matelas dans l'hôpital psychiatrique de Sint-Amandus. L'homme a été envoyé en prison.

Boum ! • Le service de déminage se hâte à Trazegnies. Un homme y avait découvert une valise devant sa maison avec le message « Attention, explosif, ne pas fumer ». La valise ne contenait qu'un petit papier avec « Boum ! » écrit dessus. Il y a deux semaines, une valise semblable avait été retrouvée au pied d'un monument dans les environs. L'homme qui a trouvé la valise devant sa porte est le même qui avait monté des rondes de citoyens (y compris la nuit) après une série d'incendies.

La langue de l'État ne sera jamais la nôtre

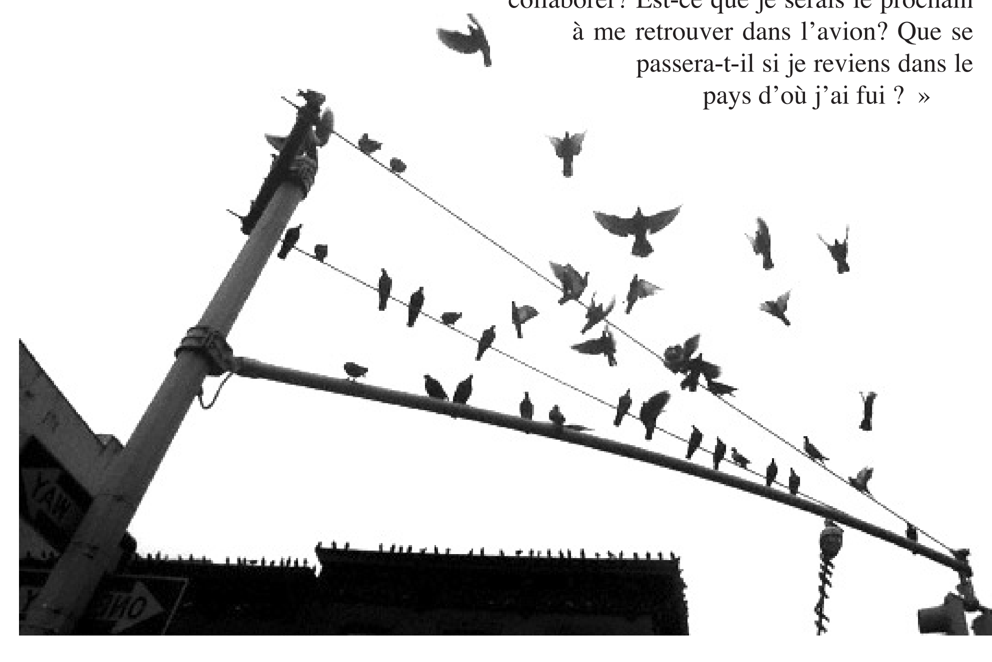
Quand les camps de déportation deviennent des centres d'accueil et les matons des accompagnateurs

L'État aime les belles façades. À 50 mètres du camp de déportation 127bis à Steenokkerzeel (à côté de la piste d'atterrissage de Bruxelles-Aéroport), il a construit un bâtiment à la pointe de l'architecture. Un ovale au toit vert, presque dissimulé dans le paysage. Seuls les grillages et les caméras de surveillance trahissent la vraie fonction de cette bâtisse. Une prison pour les personnes sans-papiers qui causent trop de problèmes dans les autres camps. Car les structures de l'État montrent bien des fissures. Récemment, une émeute éclate au 127bis. Deux tiers du bâtiment sont détruits (la même chose s'était déjà passée en août 2008) et une personne disparaît dans la nature. Le lendemain, c'est dans le camp de déportation de Merksplas qu'une tentative d'émeute se déclare. Et une semaine plus tard, une action agitée a lieu devant le camp de Vottem (près de Liège). Voilà les dernières traces de la lutte contre les camps de déportation, lutte qui est en cours depuis la construction du premier camp. Tout cela est plutôt fâcheux pour l'État qui a sa propre manière de faire comme si de rien n'était. En plus de l'isolement et de la répression, il a aussi développé son propre vocabulaire et son discours. C'est comme cela qu'il tente de rendre un peu plus digeste la misère qu'il nous impose.

Il y a presqu'un an, un article est sorti dans un journal flamand sous le titre : « Des gens qui haïssent l'asile frappent encore ». En fait, il s'agissait simplement de slogans contre la construction d'un nouveau camp de déportation à Steenokkerzeel, qui avaient été peints autour de l'entreprise Michiels. Cette boîte de Heist-op-den-Berg collabore en effet à cette construction. Pour un lecteur sans connaissance préalable, l'article de ce journal était totalement incompréhensible. Le journaliste-jongleur y tirait le rideau sur la réalité des camps de déportation, trompait son public et annihilait ainsi la signification de l'action en question.

On pourrait croire que la cause en était l'ignorance de ce journaliste, et qu'il n'en savait pas plus. Pourtant, cela n'est depuis longtemps plus une chose singulière. Ainsi, les rédacteurs du journal télévisé national parlent par exemple immanquablement de « centres d'accueil » ou de « centres pour réfugiés », alors qu'ils sont en réalité en train de parler de « centres pour illégaux », de « centres fermés » ou, comme les prisonniers les nomment eux-mêmes, de « camps de déportation ».

Mais l'obscurité ne se termine pas là : ceux qui sont enfermés dans ces camps sont appelés des *habitants,* ceux qui les enferment des *accompagnateurs*, ceux qui les bourrent de tranquillisants et de somnifères sont des *docteurs*, et ceux qui essayent de convaincre par une légère contrainte les prisonniers de partir *volontairement* sont des *assistants sociaux*. Les salles de récréation dans ces camps ne sont rien d'autre que des baraques pleines de fumée, où les gens qui n'ont rien d'autre à faire allument une cigarette après l'autre dans une vaine tentative d'adoucir une situation de stress insupportable. « Qu'est-ce qu'ils savent de moi ? Est-ce que l'ambassade veut collaborer? Est-ce que je serais le prochain à me retrouver dans l'avion? Que se passera-t-il si je reviens dans le pays d'où j'ai fui ? »



Parlons clairement et alors, peut-être, on sera compris : « Comment appelle-t-on un endroit surveillé par des caméras, protégés par des barbelés et des matons, où des gens sont enfermés ? » Une prison peut-être ? Oui, exactement, une prison. Les *centres pour illégaux* sont des prisons, sauf qu'elles ont un statut spécial et une fonction spéciale. La différence avec une prison ordinaire, c'est qu'il n'y a pas eu de juge pour décider d'enfermer la personne en question, mais que c'est l'Office des Etrangers qui prend cette décision. Il ne s'agit donc pas de purger sa peine, mais d'un *enfermement administratif*. Cela signifie que les gens qui ne disposent pas de documents adéquats peuvent être enfermés pour quelque mois afin de faciliter le travail administratif de l'Office des Etrangers, qui doit obtenir les *documents nécessaires* pour une déportation. Lorsque quelqu'un se retrouve dans un tel camp, l'Office s'occupe plus à fond de cette personne. Il s'agit surtout pour cet organisme de rechercher l'identité et la nationalité de la personne, si elles ne sont pas déjà connues, par exemple à travers la base de données printrak (où les empreintes digitales de tous ceux qui ont demandé l'asile dans un des pays de l'Union Européenne sont enregistrées). L'ambassade du pays « d'origine » doit alors confirmer cette identité et fournir les documents nécessaires pour foutre quelqu'un dans l'avion (ça s'appelle un *laissez-passer*). Enfin, il est évidemment plus facile de déporter quelqu'un quand celui-ci est enfermé entre quatre murs. Tout le fonctionnement interne du camp est basé sur l'exercice d'une pression psychologique sur les prisonniers pour faire en sorte de les briser et de les faire collaborer à leur propre déportation. Pour les prisonniers qui continuent de résister, les administrations des camps disposent de tout un arsenal de punitions : suppression des visites, cellules d'isolement, tabassages,…

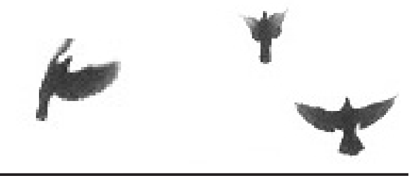
Quand quelqu'un se retrouve dans un camp, ceci ne veut pas nécessairement dire qu'il sera déporté. Car la machine n'est pas si bien huilée que ça. Non seulement il y a beaucoup d'évasions, mais la bureaucratie n'y arrive pas non plus à chaque fois. En soi, pour l'Etat, il n'importe pas toujours tellement de savoir qui sera déporté ; il dispose d'assez de sans-papiers, souvent réduits à des numéros et des dossiers. La déportation, c'est l'épée dans les reins qui fait en sorte que beaucoup restent calmes, qu'ils demeurent sans broncher, et qu'ils acceptent plus facilement d'être exploités comme des esclaves. Tout comme il existe pour les autres pauvres un arsenal de moyens pour les faire chanter (comme par exemple la prison, l'huissier, la radiation chez l'Onem,…). Evidemment, l'économie profite du travail en noir ; évidemment

↘

↘ elle profite de sans-papiers souvent disposés à travailler pour des salaires bien inférieurs au minimum. On crie sur tous les toits que « les illégaux sont des profiteurs », mais en fait, on profite des illégaux. Nous ne voulons pas dire par là que tous les sans-papiers sont des anges, ce sont des êtres humains comme tout le monde qui, exactement comme tous les autres, cherchent des moyens pour survivre dans cette société.

Reste alors la question du pourquoi l'Etat nous jette délibérément de la poudre aux yeux, pourquoi il fait en sorte que les médias parlent de « centres pour réfugiés » et pas de camps de déportation. Cela signifierait-il qu'il aurait honte de ses pratiques, ou qu'il aurait peur d'une résistance majeure ? Il semble que les attachés de presse de l'Office des Etrangers visent à semer la confusion, parce que cela fait des années qu'il y a des luttes contre ses camps, mais de là à croire qu'il en aurait honte ? Cela ne nous semble pas être le cas. Tout d'abord parce qu'un maître n'a pas honte, jamais, mais trouve justifié tout ce qu'il fait, à tout moment. Il y *croit*, dans *son* droit au pouvoir, et ne demandera pardon que le dos au mur. L'explication se trouve peut-être plutôt du côté de l'attitude paternaliste de l'Etat qui, en bon négrier, prouve qu'il est charitable en offrant un toit et de la nourriture à ses esclaves. Ainsi, après le meurtre de Sémira Adamu (une réfugiée asphyxiée dans un avion après que les policiers lui aient collée un coussin sur la bouche lors d'une tentative d'expulsion), une commission avait été formée (sous la direction de l'intellectuel Etienne Vermeersch), afin d'enquêter sur comment il serait possible d'*expulser humainement*. Depuis cette commission, ils ont souvent répété qu'ils voudraient *humaniser* les camps, qu'ils voudraient *une politique d'asile humaine*.

Il semble donc que l'Etat croit réellement être *humain* en enfermant des gens dans des camps, et quand il accorde des *permis de séjour provisoires* aux meilleurs esclaves (ceux qui s'inclinent le plus et qui font de leur mieux pour s'intégrer en acceptant de faire toutes sortes de boulots précaires ou sales). Ensuite, si ceux-là continuent leurs efforts, l'Etat humain donnera peut-être une *carte de résidence*, et encore quelques années plus tard, qui sait ?, la *nationalité belge*. Et si quelqu'un enfreint la loi, il pourra encore moins compter sur de la clémence que les autres pauvres. Des « illégaux » sont enfermés en prison pendant des mois lorsqu'ils ont commis un petit délit ; et des rafles sont régulièrement organisées pour constater qui se trouve en Belgique, et qui peut être enfermé dans un camp avec une chance réelle de pouvoir le déporter. Et puis n'oublions pas que l'Etat a presque fini la construction de ce nouveau camp de déportation à Steenokkerzeel, un camp qui ressemble encore plus aux prisons ordinaires. Ce camp-là est d'ailleurs spécialement conçu pour enfermer et isoler les esclaves réfractaires…





Tac tac • Un matin, le conseiller communal de Bruges du parti nationaliste NVA découvre que les fenêtres de sa voiture ont été cassées.

Poudre • Le secrétariat national du parti fasciste Vlaams Belang à Bruxelles est évacué suite à la découverte d'un courrier contenant de la poudre blanche. Il n'est pas clair si la poudre était vraiment dangereuse.

Nez • A Oostende, quelques personnes ont tenté de scier le nez d'une statue du roi Léopold II. Il y a quelques années, cette même statue avait été recouverte de peinture rouge ; une action revendiquée ensuite par « l'Ostendais Colérique », pour dénoncer le régime sanguinaire du roi au Congo.

Travaux de peinture • Plusieurs bombes de peintures sont jetées contre l'écran géant situé place Flagey à Ixelles (Bruxelles). Depuis que la place a été réaménagée pour attirer plus de yuppies, le nouveau « mobilier » a souvent été la cible de vandalisme créatif.

Meubles en feu • Dans les environs de Charleroi, un énorme magasin de meubles est incendié ; tout a été ravagé. En 2001, ce même bâtiment (abritant alors deux magasins), avait déjà été incendié.

Frein de secours • En pleine heure de pointe en fin de journée, un inconnu tire délibérément le frein de secours sur un train entre Bruxelles-Central et Bruxelles-Midi. Le trafic ferroviaire en est complètement perturbé.

Concert annulé • Dans les environs de la rue de la Loi à Bruxelles, des échauffourées éclatent lorsque des gens essayent de perturber un concert du musicien congolais Werrason, un pro-président Kabila qui refuse de dire le moindre mot sur la situation misérable au Congo. On lui reproche, comme aux autres musiciens congolais, de n'être intéressé que par l'argent et de collaborer avec Kabila. La police intervient avec des anti-émeutes et l'autopompe. A la fin, le concert est annulé.

Des nuits obscures • Deux nuits de suite, quelques rues sont plongées dans le noir dans le quartier Helmet à Schaerbeek. Selon le bourgmestre, les auteurs de ces sabotages du réseau électrique sont des jeunes des logements sociaux. Quelques semaines avant, un sabotage semblable avait touché d'autres rues du quartier. Pendant les émeutes à Molenbeek ou Anderlecht en 2009, une même tactique avait déjà été utilisée.

Insécurité • Les fonctionnaires de l'Union Européenne se plaignent de la piste cyclable de la rue de la Loi. Ils disent qu'ils sont souvent heurtés par des cyclistes très rapides dès qu'ils sortent de leurs bâtiments. Mais même à l'intérieur, les fonctionnaires ne sont pas plus à leur aise. Au septième étage du Conseil de l'Europe, la veille de la journée d'action nationale contre l'accord interprofessionnel, des inconnus ont mis le feu à un local technique. Les dégâts sont malheureusement restés limités.

Insécurité bis • Après quelques incidents dans le métro bruxellois (dont le dernier était un chauffeur qui a frappé un passager), 10 vigiles de l'entreprise de sécurité privée Securitas ont été engagés. Leur premier jour de travail a commencé par un pavé lancé sur le pare-brise d'un tram (un incident qui entraîne le déploiement permanent de policiers sur la ligne 94). Et une semaine plus tard, les mercenaires se plaignent qu'ils sont insultés au quotidien. Trois agents de sécurité ont déjà demandé à être transférés.

Kermesse • Au tir forain sur le Grand Marché de Nivelles, un homme dirige son fusil à plomb… vers le Palais de Justice. Une vitre du bâtiment éclate.

Manifs et saccage • Selon la police, la manifestation des fascistes du cercle étudiant flamand NSV et la contre-manifestation des antifascistes se sont déroulées « dans le calme malgré quelques incidents ». Pendant et après la manifestation, des types du NSV sont attaqués aux pierres et bombes de peintures. A un autre endroit dans la ville, des inconnus masqués ont cassé 32 vitres d'un bâtiment du VDAB (l'équivalent flamand de l'Actiris et le Forem). Quatre voitures sont endommagées auprès du commissariat de police de Ledeberg.

Intégration ratée • Le nouveau bâtiment du centre d'intégration à Kessel-Lo est couvert de tags. « s'intégrer égale s'auto-éliminer » et « insurrection partout ». Il y a une semaine, des papiers avec un message similair[e] avaient été collés sur les fenêtres

Désastre nucléaire!

Le monde tourne mal



Un tremblement de terre de 8.8 sur l'échelle de Richter. Premières secousses, nouvelles secousses. Un tsunami inondant de larges parties du pays. Le nombre de morts est estimé à plusieurs milliers. Des villages entiers sont balayés. Ce n'est pas le premier séisme qui touche le Japon, bien que celui-ci soit particulièrement violent. Avec des conséquences plus importantes. Le Japon compte 17 centrales nucléaires, avec au total pas moins de 55 réacteurs nucléaires. Dans la centrale de Fukushima, la situation tourne au désastre nucléaire. Suite au séisme, le système de refroidissement s'est éteint dans au moins trois des six réacteurs. Alors, ils surchauffent et peuvent fondre, ou peut-être ont-ils déjà fondus. Dans trois bâtiments, une explosion ou un incendie s'est produite. Des « problèmes » sont annoncés dans d'autres centrales, mais on n'en sait pas plus. Quand, lors des premières heures des soucis nucléaires, les autorités japonaises proclamèrent l'état d'urgence, elles annoncaient en même temps qu'il n'y avait aucun danger pour les riverains. Ha. Un peu plus tard, elles annonceront pourtant qu'il vaut mieux fermer les portes et les fenêtres dans un rayon de 20 kilomètres autour de la centrale. Puis, ce rayon s'est agrandi et tous les habitants de la région ont été soumis aux contrôles des hommes en blouses blanches, avec leurs masques et leurs mesureurs. Et maintenant, l'évacuation de toute la région est en cours, plus de 200 000 personnes. D'autres pays font juste partir leurs ressortissants du Japon. Le gouvernement doit peu à peu admettre qu'il y a un grand danger pour la population.

En Belgique, les infos sur la catastrophe au Japon arrivent au moment où les lobbies nucléaires entament une nouvelle offensive. Reportages télé, rapports, « une » des journaux, ministres aux allures de perroquet. Tous les moyens sont à nouveau employés pour nous dépeindre le désastre qui nous attend à défaut d'énergie nucléaire: déficits d'électricité, émission de CO_2 élevée, dépendance des fournisseurs étrangèrs. Honnêtement, peu importe que l'entreprise qui vient nous couper l'électricité quand on ne veut ou ne peut plus payer les factures soit étrangère ou nationale. Dépendance, menace de déficits, on s'y connait, grâce aux compagnies qui se remplissent les poches de thunes avec l'énergie nucléaire. Le gouvernement belge avait aussi entamé sa campagne d'information autour des centrales nucléaires existantes. Que faire en cas de catastrophe? Peut-être se cacher en dessous de la chaise? Comme si un désastre nucléaire était quelque chose que l'on pouvait apprendre à manier. La radiation nucléaire qui se propage pendant de décennies avant de disparaître, l'augmentation de cancers auprès des prochaines générations. Mieux vaut ne pas être dans les environs. Et c'est plutôt difficile dans un petit pays comme la Belgique. L'État distribue déjà des pilules d'iode aux 2,4 millions de riverains vivant à proximité des centrales nucléaires. Et alors, le périmètre de 20 kilomètres qu'ils manient est minimal. Évidemment, face au désastre sans retour, les scientifiques se hâtent de prêcher qu'un tel séisme était bien extraordinaire. Mais le problème ne réside pas dans ces seules catastrophes. Les rapports de sécurité qui arrivent à nos oreilles parlent déjà de fuites régulières. Des erreures humaines (sous la pression productiviste intrinsèque à chaque usine), les machines qui ne coopèrent plus. Tous des « imprévus ». Sont-ils moins réels pour autant? Combinés à la technologie mortifère, ce ne sont pas de simples « accidents ». Dans ce sens, il reste difficile à comprendre comment un pays qui a été touché par la force destructive d'une bombe atomique peut accueillir tant d'industries qui s'appuyent sur cette même force destructive. Le profit pardonne beaucoup dans ce monde.

agenda

• Samedi 19 mars à 18h
Anniversaire Hors Service

Il y a un an, nous avions publié le premier numéro de *Hors Service*. La faim n'est pas encore apaisée, l'envie est toujours vivante pour continuer de distribuer de façon régulière un journal anarchiste dans la rue. Un journal qui veut tout d'abord donner du courage à tous ceux qui veulent essayer de briser leurs chaînes, et qui veut bien aussi tirer dans les jambes des forgeurs de chaînes.

Toutes les occasions peuvent êtres bonnes, et certains prétextes sont à coup sûr un peu plus classiques que d'autres, mais nous voulons saisir notre premier « anniversaire » pour vous inviter à un apéritif… et pour bien réchauffer l'atmosphère d'avance… vous proposer une discussion sur les défis que pose un tel projet, les pièges tendus sur sa route, mais aussi les possibilités qu'il peut nous ouvrir.
(au local Acrata)

• Permanences **Acrata -** bibliothèque anarchiste
Chaque mardi de 16h à 19h
Chaque jeudi de 17h à 21h
Chaque samedi de 14h à 18h
32,Rue de la Grande Île, 1000 Bruxelles



voor de nederlandstalige versie:
krantbuitendienst.blogspot.com

colofon

Hors Service est un journal anarchiste paraissant environ toutes les trois semaines. Le journal est distribué gratuitement en néerlandais et en français.

Contact

hors.service@hotmail.com
http://journalhorsservice.blogspot.com

Abonnement de soutien

Vous pouvez prendre un abonnement de soutien en versant mensuellement une contribution de 5 euro (ou plus...) sur notre compte 063-4974489-73 (IBAN BE 27 0634 9744 8973). Mentionnez clairement votre adresse et nous vous enverrons chaque nouveau numéro.

Distribution

Si vous voulez distribuer Hors Service (dans la rue, dans des bars, dans des asbl...), contactez nous. Vous pouvez venir chercher un paquet dans un point de distribution (la liste se trouve sur notre site) ou nous pouvons vous envoyer directement un colis.